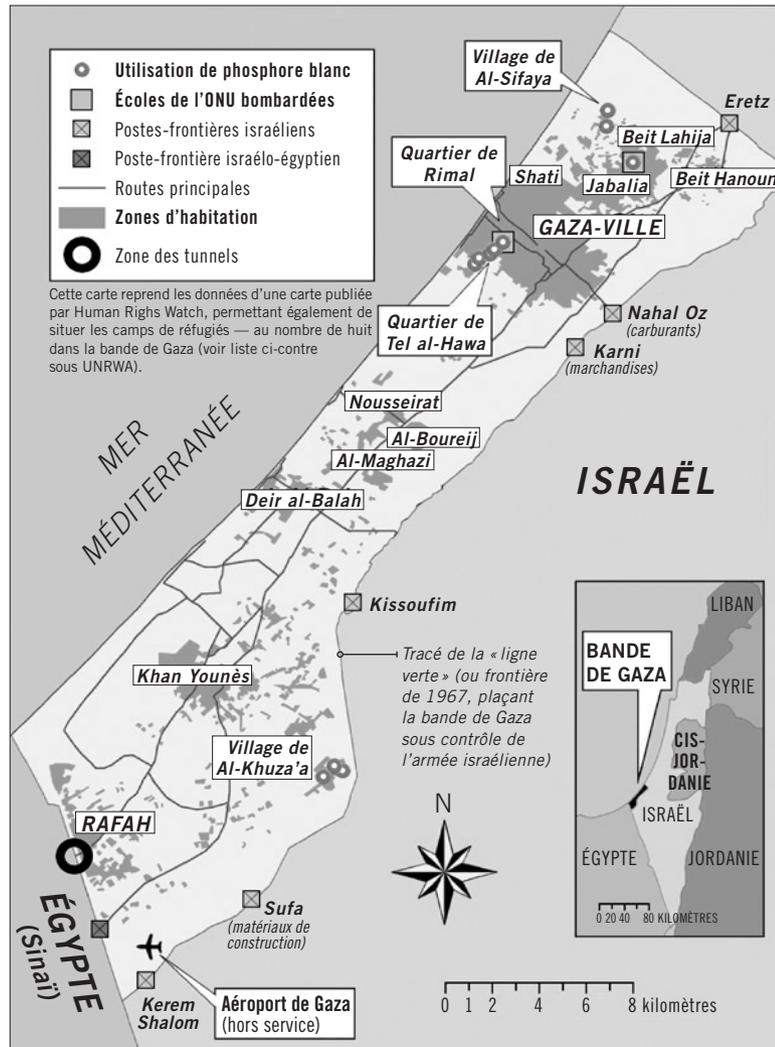


BANDE DE GAZA : ÉTAT DES LIEUX APRÈS LES MASSACRES

PETIT LEXIQUE DU CONFLIT



GAZA : territoire s'étalant sur une bande de 40 km de long et 10 km en son point le plus large, occupé par 1,5 million d'habitants, une des densités de population les plus élevées au monde. Ses frontières furent définies après le conflit arabo-israélien de 1948-1949. Après dix-neuf années d'administration égyptienne, le territoire fut occupé par l'armée israélienne suite à la guerre de Six-Jours en 1967. La bande est entièrement entourée par un mur, la séparant de l'état juif. Les postes-frontières les plus importants sont : au nord, Eretz comme passage avec Israël ; à l'est, Karni pour le transit des marchandises (ca-mions) ; au sud, Rafah comme frontière avec l'Égypte.

AL-NAKBAH : de 1948 à 1949 eut lieu le premier conflit arabo-israélien qui fut pour l'état sioniste la « guerre d'indépendance » et pour les Palestiniens la *Nakbah*, la grande catastrophe : entre 650 000 et 800 000 Palestiniens durent quitter leurs maisons pour les camps de réfugiés de l'UNRWA, notamment vers Gaza (expliquant ainsi la forte densité de population). Les chercheurs étaient partagés sur les raisons de cet exode, mais en Israël, les « nouveaux historiens » sont d'accord sur le fait qu'ils firent — pour la plus grande partie, l'objet d'opérations de nettoyages ethniques de la part des milices sionistes.

UNRWA : à la fin de la première guerre arabo-israélienne (1949), l'ONU créa l'UNRWA, Agence pour les réfugiés palestiniens, qui allait à l'avenir aider les quelque 4,6 millions Palestiniens dispersés à travers tout le Proche-Orient. 478 272 vivent dans les huit camps de réfugiés de Gaza : Jabalia, Rafah, Shati, Nousseirat, Khan Younés, Al-Boureij, Shaykh al-Maghazi et Deir al-Balah (voir carte ci-contre). Les camps sont saturés : 80 000 personnes sont entassées à Shati (ou Beach Camp) sur 1 km², soit la population totale palestinienne à Gaza *avant* la *Nakbah*. Depuis sa création, l'UNRWA a construit 187 écoles et 18 centres médicaux, distribuant l'aide humanitaire à 86 971 réfugiés considérés comme nécessiteux.

INTIFADA : le 9 décembre 1987, dans le camp de réfugiés de Jabalia, un colon israélien écrasait deux taxis collectifs palestiniens à bord de son camion. Quatre Palestiniens furent tués dans l'accident. C'est ainsi que débuta l'*intifada* (révolte en arabe), une rébellion non-violente contre l'occupant qui s'exprima par des jets de pierre sur les troupes israéliennes, des manifestations et des grèves avec la participation active de la population. La même année 1987 vit naître le Hamas, acronyme de *Mouvement de résistance islamique*. Un mouvement engagé religieusement et socialement, établi comme dépositaire des Frères musulmans égyptiens, appelant, dans ses textes fondateurs à la destruction d'Israël. Un an après la création du Hamas, l'OLP — sous la conduite de Yasser Arafat — reconnaissait l'existence d'Israël et acceptait la création d'un État palestinien au sein des territoires occupés de 1967, sur la base du principe du « droit à la paix » entériné par les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU.

SECONDE INTIFADA : l'après-midi du 28 septembre 2000, l'apparition provocatrice d'Ariel Sharon (leader de l'opposition israélienne) sur l'Esplanade des Mosquées — lieu saint de l'Islam à Jérusalem, déclenche spontanément la deuxième *intifada* appelée aussi *intifada d'Al Aqsa*. Elle se caractérise non seulement en tant que rébellion armée contre l'occupant — marquée par des dizaines d'attentats suicides dans les villes en Israël — mais également en tant que compétition ouverte entre le Fatah et le Hamas. Quinze ans après sa création, le mouvement islamiste s'appuie sur des réseaux d'aide sociale très structurés lui assurant — notamment à Gaza, un large soutien de la population. Le Hamas administre écoles, mosquées, ONG et hôpitaux mais ne se sent pas suffisamment représenté dans la vie politique palestinienne dominée depuis toujours par l'OLP et le Fatah d'Arafat.

L'ADIEU À ARAFAT : le 11 novembre 2004, Arafat meurt à 75 ans dans une clinique parisienne dans des conditions restées mystérieuses — malgré l'annonce d'empoisonnement comme cause de sa mort, personne ne semble en parler, même sa femme demeure silencieuse sur le sujet. Depuis de nombreux mois, le président de l'Autorité palestinienne, constamment dans le collimateur des blindés israéliens, vivait confiné dans son quartier général de Ramallah. Les États-Unis considéraient son rôle comme « peu important » et, de concert avec le gouvernement israélien, le désignaient comme le principal responsable de la vague d'attentats suicides en Israël.

LE PLAN DE « RETRAIT » : durant l'été 2005, l'armée israélienne met en œuvre un plan défini l'année précédente, présenté publiquement par le premier ministre Ariel Sharon, et retire troupes et colons de la bande de Gaza. Le projet nommé au départ par Sharon *tokhnit hahafrada* (Plan pour le partage) fut rebaptisé « Plan de retrait » pour éviter toute similitude avec l'Apartheid en Afrique du Sud. Entre le 17 août et le 18 septembre, quelque 8 000 colons répartis dans 21 colonies furent évacués. La propagande du Hamas présenta le retrait des Israéliens comme « victoire de la résistance ». Le 6 octobre 2004, au cours d'une interview publiée dans *Haaretz*, Dov Weisglass, conseiller et « éminence grise » de Sharon, déclarait : « Le seul but du plan de retrait est de *geler* le processus de paix. Nous pouvons ainsi éviter la création d'un état palestinien et toute discussion concernant les réfugiés, les frontières et Jérusalem. Le retrait nous apporte la quantité de formol nécessaire pour faire en sorte qu'un tel processus politique avec les Palestiniens ne puisse jamais aboutir ».

L'OCCUPATION N'EST DONC PAS TERMINÉE : à la suite du retrait des troupes et des colons de la bande de Gaza et selon l'avis de Tel-Aviv, à ce moment précis, l'occupation est terminée et Israël désengagé de toute responsabilité envers la population. Mais cela est en contradiction totale avec le droit international puisque tous les postes-frontières — Rafah mis à part, ainsi que les espaces aérien et maritime le long de la côte restent entièrement sous contrôle israélien.

LA FABRICATION ARTISANALE DE BOMBES : à la suite du déclenchement de la seconde *intifada*, les milices armées de Gaza commencent à tirer des roquettes Qassam sur les localités israéliennes proches (Sdéroth se trouve à 1 kilomètre au nord de la bande

de Gaza) : il s'agit de tubes métalliques fabriqués dans les ateliers de Gaza et remplis de simple explosif. Leur trajectoire ne peut être modifiée, mais elles sont facilement transportables sur le pas de tir et atteignent leur cible rapidement. Quelques roquettes sol-sol de type Katioucha (fabrication russe) furent également tirées au cours de l'opération « Plomb durci ». Environ une quinzaine de victimes côté israélien sont dues à l'utilisation de ces roquettes primitives.

PEU DE CIBLES VRAIMENT « CIBLÉES » : depuis toujours, Israël suit une politique de « mort ciblée » en matière de sécurité dès qu'il s'agit de « menace sécuritaire » concernant l'état sioniste. Dès le début de cette seconde *intifada*, on fit largement appel à cette tactique — en particulier par l'entrée en action de l'armée de l'air et des *mistaravim* (commandos israéliens déguisés en Palestiniens que d'aucuns comparent aux escadrons de la mort). Parmi les victimes les plus célèbres figurent le fondateur du Hamas, le cheikh Ahmed Yassine, assassiné en mars 2004, puis le mois suivant Abdel Aziz Al Rantissi qui avait été désigné comme son successeur par Yassine. Selon les informations de diverses organisations de défense des droits humains, des dizaines de civils furent tués au cours de ces opérations, ce que l'Union européenne condamna et que les USA estimèrent « peu favorable pour le processus de paix ». Le 23 juillet, l'aviation israélienne lançait une bombe d'une tonne sur un bâtiment à Gaza, tuant Salah Shahada — chef de la branche armée du Hamas et 15 autres personnes dont 9 enfants.

LE HAMAS REMPORTE LES ÉLECTIONS : le gouvernement américain sous Bush fils fait des « réformes démocratiques » le point central de sa politique au Proche-Orient. Pour les Palestiniens également, la formule magique est : élections immédiates. Le 25 janvier 2006, le Hamas sort vainqueur des urnes et raffle 74 sièges au Parlement contre 45 pour le Fatah, ce qui signifie la majorité pour toute la Palestine, pas uniquement à Gaza. Il s'agissait là d'une « révolution » offrant aux islamistes la majorité au Parlement et bouleversant toutes les conditions du cadre politique qui avait donné lors des précédentes consultations, dix ans auparavant, 68 des 88 sièges au parti fondé par Arafat.

... ET FAIT SON PREMIER PRISONNIER : le 25 juin 2006, venant de Gaza, le Hamas fait une incursion à l'intérieur du territoire israélien et capture le soldat tankiste Gilad Shalit en patrouille le long de la frontière.

DRAPEAU VERT SUR GAZA : après des mois de rejets mutuels, d'affrontements armés et querelles de toutes sortes, en 2007, les milices du Hamas expulsent de Gaza la faction politique et militaire locale du Fatah dirigée par Mohammed Dahlan qui, de mêche avec les États-Unis et Israël, devait tenter d'évincer le Hamas. On parle de coup d'État.

... ET ISRAËL QUI REPREND LA BALLE AU BOND : en réduisant de 75 % — par rapport à 2005 — l'entrée de denrées et biens de consommation de base dans la bande de Gaza. Seuls les aides humanitaires disposent du droit d'entrée, tandis que le blocus paralyse l'économie palestinienne, empêchant toute exportation de produits.

PRISONNIERS RESPECTABLES : en 2006-2007, les autorités israéliennes procèdent à des dizaines d'arrestations d'élus du Hamas. De ce fait, non seulement les islamistes n'ont plus la majorité au Parlement, mais toute l'institution s'arrête *de facto* à fonctionner.

GAZA « ENTITÉ ENNEMIE » : en réponse aux tirs de roquettes artisanales Qassam des milices palestiniennes, le 19 septembre 2007, le gouvernement israélien déclare la bande de Gaza « entité ennemie ». Le communiqué du cabinet de Tel-Aviv déclare : « D'autres mesures de restriction seront prises à l'encontre du régime du Hamas, entre autres une restriction des transports de marchandises vers Gaza, des réductions quantitatives pour les carburants et l'électricité ainsi que des limitations pour les déplacements des personnes. » Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon commente cette décision : « Au regard des droits internationaux humains, il s'agit là de mesures qui vont à l'encontre des obligations d'Israël vis-à-vis de la population civile [de Gaza]. »

DES CENTAINES DE CIVILS DANS LE COLLIMATEUR : les chiffres rendus publics le 13 janvier 2008 par le *Shin Bet* (voir page 13) apportent un éclairage particulier sur ce qui se passe à Gaza. Selon les services secrets israéliens, durant les années 2006-2007 à Gaza, 810 personnes furent assassinées ; parmi elles 200 « n'ont aucun lien avec des organisations terroristes. » Les recherches faites par le quotidien *Haaretz* indiquent de leur côté un chiffre de 816 tués dont 360 civils. Les informations de l'ONG *B'Tselem* parlent de 152 mineurs de moins de 18 ans tués et 48 victimes de moins de 14 ans. « Environ 5 % des militants dans la bande (de Gaza) ont été liquidés », déclare Avi Dichter, ministre de la sécurité intérieure, ajoutant que le nombre de combattants est estimé à environ 20 000. En se basant sur les chiffres de *B'Tselem* et si l'armée et l'aviation israéliennes gardent la même cadence et la même précision dans l'« élimination » des combattants, cela pourrait signifier la mort de 8 823 civils supplémentaires.

MASSACRE : officiellement on dit que « pour mettre fin aux tirs de roquettes Qassam » qui ont tué le 27 février 2008 l'étudiant Roni Yechiah dans le collège universitaire de Sapir à Sdérot, l'armée et l'aviation de Tel-Aviv ont mené une opération spectaculaire dans la bande de Gaza entre fin février et début mars qui coûta la vie à 120 Palestiniens dont — selon *B'Tselem*, la moitié ne sont pas des combattants. Dans les heures qui suivirent ce massacre, le vice-ministre israélien de la défense menace ouvertement la bande de Gaza d'une « Shoah ».

UN CHÔMEUR SUR TROIS : d'après un rapport de la Banque mondiale publié le 27 avril 2008, le taux de chômage à Gaza est proche de 33 % (contre 23 % en Cisjordanie) et sera encore amené à grimper selon les prévisions, suite aux licenciements dans l'industrie. En outre, 35 % de la population vit dans une grande pauvreté. Sans les aides alimentaires et les virements bancaires des Palestiniens vivant à l'étranger, ce taux serait de 67 %. La Banque mondiale insiste sur le fait que la dégradation de la situation économique est primordialement le résultat du blocus israélien.

DES TUNNELS COMME DES CHAMPIGNONS : afin de survivre au blocus, les habitants de la bande de Gaza creusent des tunnels par dizaines, reliant Rafah à l'Égypte. Aliments, médicaments transitent par ces voies souterraines, même les malades nécessitant des soins particuliers sont ainsi amenés par les tunnels en Égypte ; marchandises de toutes sortes et armes pour les milices passent du côté palestinien.

L'OPÉRATION « PLOMB DURCI » : elle débute le 27 décembre 2008. Au cours des trois semaines suivantes, l'opération militaire provoqua la mort de 1 285 Palestiniens. Selon les données du Centre palestinien pour les Droits humains (ONG reconnue et indépendante) ce chiffre comprend 895 civils, 167 policiers, 280 enfants et 111 femmes tués. Le nombre des blessés approche les 4 336 — dont 1 133 enfants et 735 femmes. 2 400 maisons furent entièrement détruites par les tirs de l'artillerie et de l'aviation, de même que 28 bâtiments officiels, 30 mosquées et 121 ateliers et installations techniques. Le 18 janvier 2009, soit deux jours avant la prestation de serment du nouveau Président américain Barack Obama, Israël proclame un cessez-le-feu unilatéral et commence le retrait de ses troupes — parachevé trois jours plus tard. « Changer la réalité » à Gaza, « porter un grand coup au Hamas », voilà les slogans du gouvernement à Tel-Aviv pour justifier l'offensive. Dès la fin du massacre, le Hamas est présent dans toute sa force, indéboulonnable : il commence par œuvrer à la reconstruction et négocie « en biais » avec Israël en proposant la libération de centaines de prisonniers palestiniens en échange de celle du soldat Gilad Shalit.

CRIMES DE GUERRE, METTRE FIN À L'IMPUNITÉ : des dizaines d'ONG de défense des droits humains ont commencé à rassembler les éléments nécessaires pour demander l'inculpation — pour crimes de guerre, des responsables militaires et politiques israéliens ayant pris part à l'opération « Plomb durci ». À l'heure où nous écrivons ces lignes, il n'est pas encore clair quelle sera la voie suivie, si l'inculpation se fera dans les pays (par exemple la Grande-Bretagne ou la Belgique) qui peuvent juridiquement procéder à des inculpations d'étrangers pour certains crimes comme les « crimes contre l'humanité » ou « génocides », ou ceux qui ont choisi la voie plus abrupte d'engager la responsabilité d'Israël en déposant plainte auprès de la Cour pénale internationale.

QUID NOVI? UN AN APRÈS : au moment de la parution du présent livre, on peut parler de certaines initiatives — parmi les nombreuses en cours, notamment du rapport du juge Goldstone approuvé en octobre 2009 par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU et traduit dans de nombreuses langues, de la constitution d'un Tribunal Bertrand Russell pour la Palestine qui met également en cause la responsabilité des États-Unis et de l'Union européenne dans la perpétuation de l'injustice faite au peuple palestinien. De son côté, Amnesty International — en compagnie d'une quinzaine d'ONG, un an après l'opération « Plomb durci » a publié un rapport intitulé « ABANDON DE GAZA : aucune reconstruction, aucune réparation, plus d'excuses ». À défaut de voir aboutir rapidement les diverses demandes, nous ne pouvons que recommander vivement la lecture de ce rapport accablant pour se faire une idée précise de la situation dramatique dans laquelle se trouve enfermé le peuple palestinien, notamment dans la bande de Gaza (www.amnesty.fr).